

Communistes

www.PCF.fr

Soutien du PCF à Cuba face à l'agression et aux menaces des États-Unis (p. 8)



▶ Vidéo

« Ce n'est pas en rassemblant des miettes qu'on fait du pain ! Ce budget va à l'encontre des aspirations majoritaires du peuple, c'est un budget de casse et de classe, lui barrer la route est plus qu'une obligation, c'est un devoir ! » Edouard Bénard

**Saint-Maximim (Oise):
Être maire,
c'est être au
service (p. 4)**

Magie

La *Lettre Vernimmen* est un mensuel financier qui nous apprend que les sommes versées en 2025 par les sociétés du CAC 40 à leurs actionnaires a atteint un record absolu : 107,5 milliards d'euros, + 10 % sur 2024. Pour 2026 est déjà prévue une hausse moyenne du bénéfice par action de 15 %. 107,5 milliards, un joli pactole. On voit bien tout ce qu'on pourrait en faire. Mais pour nos agioteurs, pas question de « gaspiller » (c'est leur terme) ces sommes en investissements. Ils les reversent aux actionnaires. Comment qu'ils font ça ? En pratiquant le « share buy backs », le rachat d'actions. Les sociétés rachètent leurs propres actions pour les annuler. Au pilon ! Résultat : y a moins d'actions en circulation mais les actions restantes valent plus chères. Et les actionnaires gagnent donc plus de fric. C'est magique le capitalisme, non ?

Gérard Streiff

SOUSCRIPTION (cliquez)

Je verse : €

« Donnez au PCF
les moyens d'intervenir »

Chèque à l'ordre de « ANF PCF : 2 place du Colonel-Fabien 75167 Paris Cedex 19

Pour faire connaître vos initiatives, faites-le savoir par mail à Léna Mons < lmons@pcf.fr >



31 janvier à partir de 17h30 : banquet des vœux du PCF Lille, soirée militante et festive (débat, village associatif, quizz musical, repas couscous...) à la salle Noiret à Lille (59)

4 février, à partir de 9 h : Colloque : L'exploitation agricole familiale française à la croisée des chemins, organisé avec le soutien la commission Agriculture, pêche, forêt du PCF. Inscription :

<http://r.email.gabrielperi.fr/mk/cl/f/sh/lt6Af4OiGsF30hSyBw1AXzdJYRBr8/IALyrglmRow> Espace Niemeyer, siège du PCF, Paris (75019)

4 février, à partir de 18 h : Rassemblement pour Mumia Abu Jamal. Place de la Concorde, angle Jardin des Tuileries/rue de Rivoli, Paris (75008)

8 février, à partir de 15 h : Les communistes d'Elne vous invitent à leur grande rifle annuelle : jambons, tripacks de vins, paniers de légumes attendent d'être gagnés ! Salle Esther-Senot, Mairie d'Elne (66)

21 février, à partir de 18 h 30 : Colloque « Faire vivre la mémoire de la résistance des femmes ». Avec la participation de Jean David Morvan, dessinateur, Sylvie Zaidman, conservatrice générale du patrimoine, directrice du Musée de la Libération / Leclerc / Jean Moulin, Sabine Pesier, co-présidente du Mémorial national des femmes en résistance, Sandrine Treiner, autrice d'un livre sur Olga Bancic & Pierre Laurent. Siège du PCF (75019)

Programme de l'Huma-café® de Nantes, de janvier à juin 2026, au lieu unique, quai Ferdinand-Favre (44)

16 janvier, 18 h : Trump, imperator contre l'Amérique. Avec Christophe Deroubaix, journaliste à l'Humanité. Il couvre l'actualité des États-Unis depuis 1993.

13 février, 18 h : Pour un monde plus juste et écologique, une Sécurité sociale de l'alimentation ? Avec Tanguy Martin, agronome, militant dans le groupe Agricultures et souveraineté alimentaire d'Ingénieur-e-s sans frontières (ISF Agrista).

13 mars, 18 h : Culture en péril, que faire ? Avec le collectif « Culture en Lutte 44 », qui regroupe des professionnel-le-s, des syndicats, des associations, pour organiser et visibiliser les luttes, mais aussi réfléchir à des propositions collectives.

17 avril, 18 h : Attention, Stérin miné. Avec Thomas Lemahieu, grand reporter, membre du pôle Enquêtes de l'Humanité. Son investigation journalistique sur la holding de Stérin a révélé l'ampleur du projet d'extrême droite Périclès.

29 mai, 18 h : Santé mentale en crise, symptôme d'une société en souffrance ? Avec Angélique Mounier-Kuhn, journaliste, elle a récemment coordonné le numéro 203 de la revue *Manière de voir* : « Santé mentale, symptômes d'un monde fêlé ». (Rencontre organisée en lien avec les Amis du Monde diplomatique)

19 juin, 18 h : Faire l'histoire du matrimoine féministe... et la transmettre. Avec Christine Bard, professeure d'histoire contemporaine à l'Université d'Angers. Elle a publié de nombreux livres sur l'histoire politique, sociale et culturelle des femmes et du genre.



Bosch : il n'y a pas de fatalité à la désindustrialisation



Le PCF dénonce la décision brutale et inacceptable de la direction du groupe Bosch de fermer l'usine de Moulins-Yzeure. 270 femmes et hommes risquent de perdre leur emploi. Derrière les chiffres, ce sont 270 familles, 270 vies professionnelles, autant de savoir-faire industriels reconnus et un bassin d'emploi déjà fragilisé par des décennies de destruction de l'emploi industriel qui sont menacés.

Le Parti communiste français exprime sa solidarité totale avec les salariés du site et refuse que cette fermeture soit présentée comme une fatalité alors qu'elle relève en réalité de choix politiques, financiers et industriels guidés uniquement par l'impératif de la rentabilité maximale.

Cette annonce vient malheureusement s'ajouter à une longue liste de coups portés à l'industrie dans le département de l'Allier. En près de 20 ans ce sont plus de 3 000 emplois industriels qui ont ainsi été suppri-

més dans tout le département.

Après Erasteel, Brea System, Adisseo ou encore AMIS, c'est une nouvelle fois l'emploi industriel et le savoir-faire local qui sont durement touchés. C'est aussi tout un territoire qui se voit privé de ses forces vitales et qui risque de mourir à petit feu, sacrifié sur l'autel de la rentabilité.

À quelques heures d'une rencontre prévue avec le président du groupe Bosch, le PCF appelle l'État et la direction du groupe à rendre des comptes. Alors que l'entreprise a bénéficié d'aides publiques, d'exonérations fiscales et du soutien des collectivités locales ces licenciements sont inacceptables !

Toutes les énergies doivent désormais être mobilisées pour défendre les salariés, garantir leurs droits et ouvrir de réelles perspectives pour l'avenir du site et de l'industrie dans l'Allier. ✪

Parti communiste français
Le 22 janvier 2026

PLUS QU'UNE SEMAINE
PLUS QU'UNE SEMAINE
PLUS QU'UNE SEMAINE

POUR S'INSCRIRE

SUR LES LISTES ÉLÉCTORALES
SUR LES LISTES ÉLÉCTORALES
SUR LES LISTES ÉLÉCTORALES



Brochure du siège du
PCF

10,00 € TTC

Illustrée par de nombreuses et superbes photographies, souvent inédites, ce recueil donne à voir cette « sublime forteresse » dessinée par Oscar Niemeyer.

<https://boutique.pcf.fr/produit/brochure-siege-pcf/>

Saint-Maximin (Oise) : Être maire, c'est être au service

Je suis née et j'ai grandi à Saint-Maximin. Cette ville fait partie de mon histoire, de mes repères et de mes valeurs. J'y ai appris que l'on avance mieux quand on se respecte et qu'on s'entraide, et que la mairie doit avant tout être utile aux habitants. C'est ce qui guide encore aujourd'hui ma façon de m'engager.

Je suis maire communiste, et j'en suis fière. Mon engagement repose sur une conviction simple : une commune doit protéger, rassembler et accompagner. Je crois à la force du collectif, à la justice sociale, à l'égalité des droits et à des services publics proches et accessibles. Je crois aussi que la politique n'a de sens que si elle reste connectée aux réalités du quotidien, à ce que vivent réellement les habitantes et les habitants.

Saint-Maximin est une ville à taille humaine, de 3 000 habitants, solidaire, marquée par une histoire ouvrière forte. Reconstituée après avoir été bombardée pendant la Seconde Guerre mondiale, elle porte aussi la mémoire de ses carrières, dont la pierre a servi à bâtir de grands édifices en France. Aujourd'hui, entre nature, quartiers paisibles et vie associative active, elle offre un cadre de vie simple, équilibré et profondément humain, au cœur du sud de l'Oise.

Cela fait un an que j'ai l'honneur d'être maire de ma commune. Un an de découvertes, d'apprentissages et de responsabilités concrètes. Devenir maire, c'est changer de regard : tout devient plus direct, plus exigeant, parfois plus lourd, mais surtout plus essentiel.

Très vite, j'ai compris que le rôle de maire ne se limite pas aux réunions ou aux cérémonies. Être maire, c'est être sollicitée chaque jour pour des situations très diverses : logement, difficultés fami-

liales, conflits de voisinage, inquiétudes pour un enfant, problèmes de voirie ou de sécurité. Ce sont des réalités différentes, mais elles appellent toutes la même chose : de l'écoute, de l'attention et, quand c'est possible, des solutions.

J'ai aussi découvert la complexité de la gestion municipale. Derrière chaque décision, il y a des règles, des procédures, des contraintes budgétaires et des délais. Il faut apprendre à prioriser, à arbitrer, parfois à dire non, même lorsque les attentes sont légitimes. C'est une part exigeante de la fonction, mais indispensable pour agir de façon responsable.

Cette première année m'a surtout montré à quel point le travail d'équipe est essentiel. Un-e maire ne fait rien seul. Les élus, les agents municipaux, les associations, les partenaires locaux sont au cœur de l'action publique. C'est grâce à leurs compétences et à leur engagement que les projets avancent.

Je suis aussi la première femme à exercer cette responsabilité à Saint-Maximin. Je n'aborde pas cette fonction sous un angle genré, je l'exerce avec la même exigence que mes prédécesseurs. Mais je sais aussi que, dans la vie politique comme dans le monde professionnel, les femmes ont encore trop souvent moins accès aux responsabilités, malgré leurs compétences et leur engagement. C'est pourquoi je m'attache à faire confiance à des femmes, à les mettre en avant, à leur permettre de prendre toute leur place, au sein de l'équipe municipale comme dans la liste que je conduis.

J'ai la chance de pouvoir compter sur le soutien de mon conjoint, qui partage les responsabilités du quotidien, ce qui lui permet aussi de comprendre le quotidien d'une femme active, mère avec un foyer



à sa charge. Cet équilibre est indispensable pour pouvoir exercer pleinement mon mandat et rester disponible pour les habitants. Être maire est une fonction qui demande du temps, de l'énergie et une vraie présence sur le terrain.

Après un an, je ne prétends pas tout savoir. Je suis encore dans l'apprentissage, dans l'écoute, dans l'ajustement. Mais je suis convaincue d'une chose : être maire, c'est avant tout être au service, avec humilité, détermination et le souci constant de l'intérêt général. C'est cette exigence qui guide chacune de mes décisions, jour après jour. 🇫🇷

Chahinaise Azouza
Maire de Saint-Maximin

Offensive réactionnaire contre les communistes en Europe :

Le capitalisme étrangle la démocratie

Les attaques contre les communistes se multiplient en Europe, sur fond d'offensive ultraconservatrice et d'extrême droite contre l'ensemble de la gauche et des progressistes.

De la Slovaquie à la République tchèque en passant par les Pays baltes et la Pologne, les régimes conservateurs, libéraux et nationalistes-illibéraux criminalisent le mouvement communiste, s'appuyant sur l'infâme résolution du Parlement européen du 19 septembre 2019 assimilant communisme et nazisme. Le 3 décembre dernier, le Tribunal constitutionnel polonais a déclaré illégal le Parti communiste de Pologne. Cet acte autoritaire s'inscrit dans une campagne coordonnée au sein de l'Union européenne. Alors que le monde a célébré cette année les 80 ans de la victoire sur le nazisme, cette comparaison est une injure pour les sacrifices immenses des communistes, des peuples d'Europe et d'Union soviétique, et plus généralement de l'ensemble des forces progressistes et démocratiques qui ont rendu cette victoire possible.

Le mythe des « jumeaux totalitaires » trace un trait d'égalité entre une idéologie antisémite, raciste et exterminatrice, qui a été à l'origine de la Seconde Guerre mondiale et a organisé la Shoah, et les partis communistes qui portaient l'espoir de la libération des nations occupées et de l'émancipation humaine. En Russie, des communistes sont arrêtés sous prétexte de législation anticovid pour avoir célébré l'anniversaire de la Révolution de 1917, celle-ci étant présentée comme une « catastrophe nationale ». On peut ajouter à ce tableau l'interdiction du PC d'Ukraine depuis 2015, confirmée en 2022. En France, Valérie Pécresse tente d'organiser des par-

tenariats entre des lycées franciliens et des institutions étrangères connues qui relativisent l'antisémitisme, brouillent la singularité du crime nazi et de la Shoah, et participent à la réhabilitation d'officiers SS. L'été dernier, c'était le maire LR de Saint-Raphaël qui inaugurerait un monument dédié « aux victimes du communisme ».

En cherchant à discréditer le projet du communisme et à l'assimiler aux régimes qui s'en sont réclamés après la guerre, le but des législations aujourd'hui mises en œuvre est d'annihiler ce qui reste de démocratie dans les pays concernés et de criminaliser toute critique du système capitaliste. Elles s'inscrivent en cela dans la grande bataille idéologique qu'a initiée l'administration Trump, afin d'aboutir à l'instauration de pouvoirs autoritaires et oligarchiques. Ce qui profite aux forces d'extrême droite, dont on banalise ainsi la nature extrêmement dangereuse, l'aboutissement étant de plus en plus souvent la réhabilitation des partis fascistes et collaborationnistes des années 1930 et 1940.

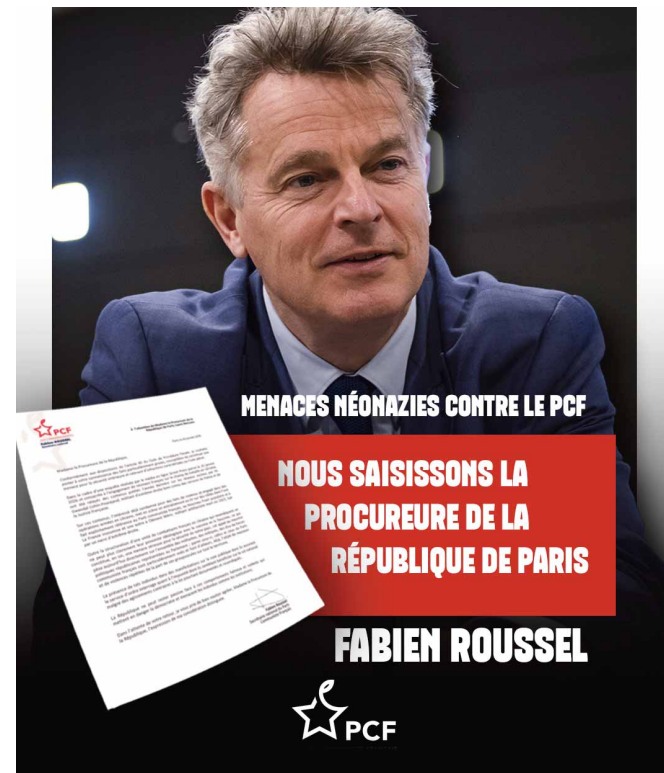
Le Parti communiste français :

– Rappelle que, partout dans le monde, l'interdiction d'un parti communiste et les répressions contre les communistes sont toujours le signe avant-coureur d'un recul des droits pour tous.

– Exige l'annulation immédiate de l'interdiction du Parti communiste de Pologne et la levée de l'ensemble des répressions touchant les communistes.

– Appelle toutes les forces démocratiques, syndicales, associatives et politiques en France et en Europe à se mobiliser contre cette dérive autoritaire qui menace les libertés à travers tout le continent.

– Réaffirme son engagement pour une Europe des peuples et des nations libres, souveraines et asso-



ciées, contre l'Europe des répressions, de l'austérité et des falsifications historiques.

– Continuera, dans la lignée de la rencontre des Partis communistes d'Europe qui s'est tenue le 5 mai 2025 à Paris, à œuvrer pour développer un front commun pour lutter contre les défis communs qui nous frappent. ✪

Paris, le 22 janvier 2026
Parti communiste français

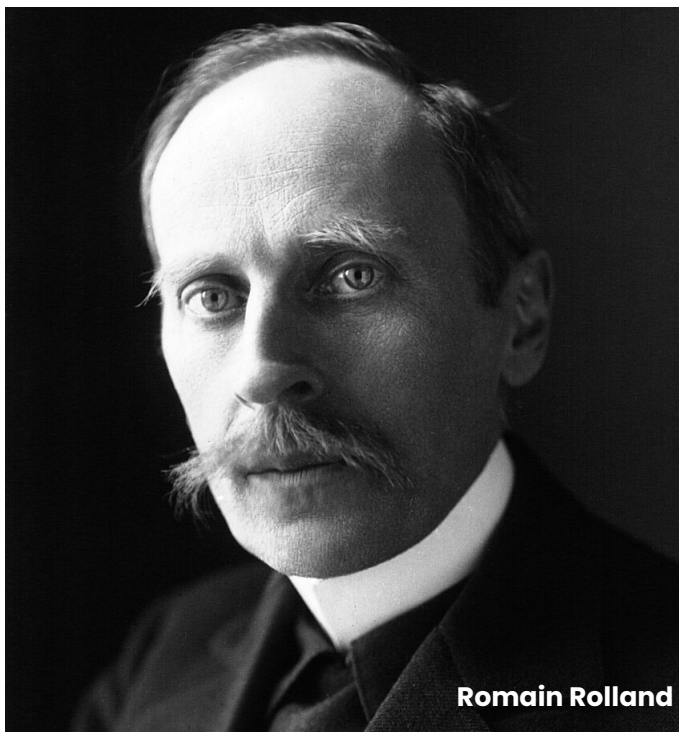
1936 fut une année magnétique, l'année du Front populaire ! Notre hebdomadaire *Communistes* lui rend hommage en évoquant, chaque semaine de 2026, des événements survenus la semaine équivalente (ou presque) de 1936.

26/31 janvier 1936 (4)

Vers la réunification de la CGT

« Il n'y a plus qu'une seule CGT », titre l'Humanité du 29 janvier. En prévision de son congrès d'unité de Toulouse (mars), le comité confédéral national a désigné, la veille, le bureau provisoire de la CGT réunifiée. Dans un article du 31, Benoit Frachon écrit : « Pendant le mois qui nous sépare du congrès, les assemblées syndicales vont se réunir pour étudier les problèmes qui seront débattus à Toulouse. Sur certains d'entre eux des opinions diverses se feront jour. Elles exprimeront les courants d'idées qui existent dans le mouvement ouvrier. Mais nous connaissons assez les travailleurs de notre pays pour savoir que, le plus souvent, ces discussions se dérouleront sans passion partisane. Chacun s'efforcera de convaincre son camarade de la justesse de son opinion. Chacun fera son possible pour faire triompher, dans le cadre de la démocratie syndicale, les conceptions qu'il estime être les meilleures. »

29 janvier encore : Message de Georges Dimitrov pour le soixante-dixième anniversaire de Romain Rolland : « Je vous envoie mes meilleurs souhaits, à vous l'écrivain mondial, le maître de la littérature, l'ami fidèle de l'Union Soviétique et des travailleurs du monde entier ; le combattant inlassable contre la guerre, le fascisme et la réaction ; le défenseur



Romain Rolland

inébranlable des victimes de l'oppression et de l'asservissement capitalistes, dont le nom glorieux est prononcé avec amour et espoir par les prisonniers languissant dans les cachots fascistes : Thaelmann, Ossietzky et Ludwig Renn ; Gramsci et Terraccini ; Rakosi, Antikainen, Itsikava, et par des milliers d'au-

tres prisonniers du fascisme et de la réaction dans les pays capitalistes. »

Un hommage à Romain Rolland est rendu à la Mutualité pour son 70e anniversaire. Le meeting est sous la présidence d'André Gide. Parmi les orateurs, Aragon, Jean-Richard Bloch, Léon Blum, Marcel Cachin, Jean Guéhenno, Paul Langevin, Paul Vaillant-Couturier. L'historien Michel Winnock y voit « l'acte de naissance du Front populaire ».

Ces jours de fin janvier, deux questions reviennent assez régulièrement dans la presse : la montée du mouvement revendicatif (grève des traminois de Lille-Roubaix-Tourcoing ; mineurs d'Isère ; métallos de St-Nazaire, dockers de Marseille, tisseurs du Nord) ; et les provocations répétées des groupes fascistes. Le chef des Croix-de-Feu, La Rocque, traite le nouveau gouvernement (le ministre Sarraut) de « fumier » et déclare « qu'il préparait un coup dur pour qu'il n'y ait pas d'élection ». La gauche demande l'application rapide de la loi d'interdiction des ligues.

Au plan international, à noter la visite à Londres du Soviétique Toukhatchevsky, commissaire du peuple (ministre) à la Défense, et les victoires des communistes chinois dans plusieurs régions du pays. 🇨🇳

Gérard Streiff

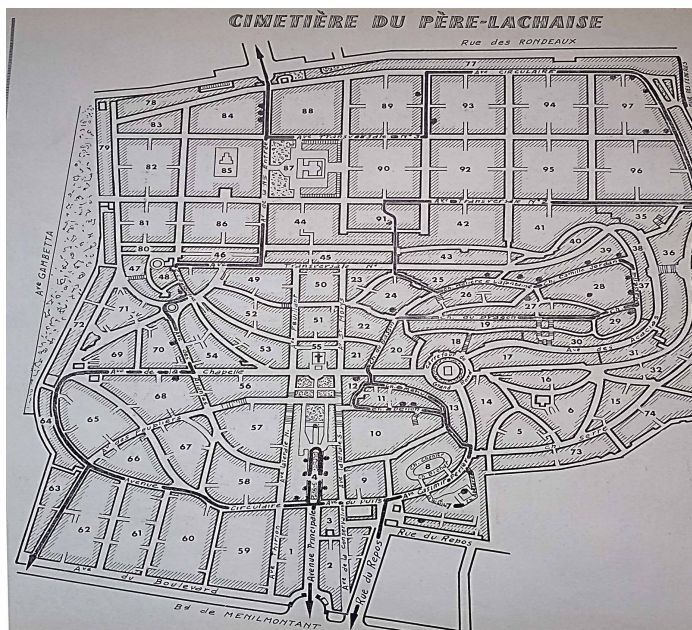
L'exposition d'une richesse ostentatoire, chahutée (1)

En quelques épisodes nous allons vous accompagner pour découvrir le cimetière du Père-Lachaise. Enfin, y prétendre serait présomptueux, aussi au travers d'un aperçu rapide de son histoire, nous nous dirigerons plus particulièrement vers un espace que l'on nommera le « Carré rouge ».

Sur ce Mont-aux-Vignes, au XVe siècle, un certain Regnault construisit une folie ; deux siècles plus tard les Jésuites deviennent propriétaires du lieu. Le passage de Louis, quatorzième du nom, modifie la toponymie du lieu qui deviendra le Mont-Louis. En 1675, François d'Aix de La Chaize, qui n'est autre que le confesseur de Louis XIV, y fait bâtir un petit château, lieu de convalescence pour les jésuites. L'on dit aussi que le révérend jetait allègrement ses vœux de chasteté au-dessus des moulins, nombreux sur les hauteurs de Belleville.

Endettés, les jésuites cèdent le lieu en 1762. Au début du XIX^e siècle, les cimetières intra-muros et paroissiaux sont petit à petit interdits et, en 1803, la ville de Paris charge l'architecte Brongniart d'aménager le lieu en cimetière. Cimetière de l'Est avant de s'appeler le cimetière du Père Lachaise, situé sur la commune de Charonne (annexée à Paris en 1860), ouvre aux inhumations le 21 mai 1804. L'architecte Godde réalisera la porte monumentale de l'entrée principale, boulevard de Ménilmontant, devant laquelle se tiennent les grandes cérémonies.

Pour inciter les Parisiens à se faire inhumer dans cette nécropole de banlieue, une grande opération marketing est lancée en 1817, la translation des restes d'Eloïse († 1164) et Abélard († 1142) à la 7^e division et celles de Molière († 1673) et de Jean de La Fontaine († 1695) à la 25^e division. L'essentiel étant d'y croire.



Avec ses 44 hectares, c'est le plus grand cimetière des vingt cimetières parisiens, 4 200 arbres dont plusieurs remarquables, la faune n'est pas en reste avec 140 espèces. Le Père-Lachaise c'est aussi plus de 75 000 tombes. C'est le cimetière le plus visité au monde avec plus de trois millions de visiteurs par an. Les arts, l'histoire, les religions, des inconnu-e-s y côtoient avec, au travers des sépultures, une prédominance à un étage ostentatoire de la richesse.

Dans son livre *Nous irons chanter sur vos tombes*, Danielle Tartakowsky cite Aragon et Vladimir Pozner. Aragon dans *Les cloches de Bâle* évoque les obsèques des époux Lafargue († 1911) 76^e division : « Le cimetière du Père-Lachaise est une étrange ville où les palais en réduction rappellent, mêlées à des tombes misérables, les splendeurs bourgeoises des morts... Le cortège derrière les corbillards chargés d'immortelles rouges avec ses drapeaux semblait interrompre une longue addition de capitaux et de revenus dans le petit gravier des allées. »

Le 17 février 1934, lors des obsèques des militants morts durant les émeutes fascistes de février, Maurice Bureau, Vincent Moris, Marc Tailler, Louis Lauchin (89^e division), Vladimir Pozner décrit ainsi l'événement : « Le cortège pénètre dans le cimetière. Et voici la bourgeoisie. Elle est là. Alignée le long des allées, dans ces mausolées plus vastes et plus luxueux qu'une habitation ouvrière. Des messieurs de pierre, à moustaches et à faux cols, des Jésus de marbre, des anges de stuc. Le chemin monte, le cortège presse le pas. Il monte à l'assaut. Vive la Commune de Paris ! »

Bien qu'inhumés dans la 89^e division, loin du Mur qui célèbre la Commune de Paris de 1871 (76^e division), ce cri de « Vive la Commune ! » résonnera régulièrement au Père-Lachaise. 🗣️

Gérard Pellois

Soutien du PCF à Cuba face à l'agression et aux menaces des États-Unis

Le trois janvier dernier, les États-Unis agressaient la République bolivarienne du Venezuela et kidnappaient le président Nicolas Maduro et la députée Cilia Flores. Lors de cet acte de guerre inacceptable, 100 personnes ont perdu la vie, parmi elles 32 soldats cubains.

Je voudrais, au nom du Parti communiste français, vous adresser ici toute ma solidarité et envoyer mes condoléances et mon affection aux familles des Cubains assassinés par l'impérialisme étatsunien. Ce sont toutes les personnes qui luttent contre la guerre, pour la souveraineté des peuples à disposer d'eux-mêmes, qui sont depuis le 3 janvier endeuillées.

Depuis le 1er janvier 2026, vous célébrez les 67 ans de la victoire de la Révolution cubaine. 67 ans d'internationalisme et de rupture avec le système capitaliste, qui ont marqué et continuent d'inspirer le monde. Cet anniversaire c'est aussi celui d'une lutte acharnée contre l'impérialisme étatsunien et contre un blocus illégal et criminel mis en place depuis 1962.

Comme vous le savez, le PCF n'a eu de cesse de dénoncer ce blocus qui porte atteinte à la souveraineté du peuple cubain comme à celle du peuple français. Nous travaillons plus précisément sur l'impact extraterritorial de ce blocus, pour demander aux autorités et aux entreprises françaises de pren-



dre des mesures contre ces sanctions coercitives unilatérales et illégales.

Comme vous, nous sommes extrêmement préoccupés par les conséquences de ce blocus, et de son renforcement ces dernières années, en matière alimentaire, industrielle, énergétique ou sur les entreprises du secteur touristique.

Les nouvelles menaces de l'administration Trump, allant jusqu'à évoquer « Marco Rubio comme président de Cuba », ou encore le fait qu'une partie de la flotte étatsunienne s'est repositionnée au large des côtes cubaines, nous alarment évidemment.

Je voulais donc également, par cette lettre, réitérer le soutien indéfectible du Parti communiste français au peuple cubain, à son gouvernement et à nos camarades du PCC. Cuba n'est pas seule ! Et vous pourrez toujours compter sur les communistes français dans cette lutte contre l'impérialisme yankee, pour le socialisme.

Vous le savez, nous avons lancé lors du 39^e congrès du PCF une grande campagne de solidarité politique et matérielle avec Cuba. Celle-ci continue de se développer et plusieurs dizaines d'initiatives sont déjà prévues pour ce début d'année.

Je conclus cette lettre par un vœu : celui que 2026 soit l'année d'une riposte des peuples face à l'impérial-

isme, une année pour imposer la paix, le respect du droit international, la souveraineté des peuples et construire un monde meilleur pour tous. Comme l'écrivait Pablo Neruda : « *Pueden cortar todas las flores pero no pueden detener la primavera* ». C'est dans ces temps les plus obscurs qu'il faut continuer à croire aux jours heureux, et vous pourrez toujours compter sur les communistes français pour les construire à vos côtés. ✪

Paris, le 22 janvier 2026

Fabien Roussel

Secrétaire national du PCF

Parcoursup, à qui profite le crime ?

Chaque année, on nous présente Parcoursup comme un simple outil technique, neutre, presque inévitable. Un système qui "régule les flux", "oriente au mieux", "fait avec les moyens existants". Mais posons la seule question qui vaille : à qui profite réellement Parcoursup ?

Car non, la sélection n'existe pas parce que le gouvernement serait "méchant" par nature. Elle existe parce qu'elle sert des intérêts très concrets. D'abord, Parcoursup organise une école à deux vitesses. Pour une partie de la jeunesse, majoritairement issue des classes populaires, le message est clair : les études longues ne sont pas pour vous. Allez travailler tôt, acceptez n'importe quel emploi, n'importe quelles conditions. Pour le patronat, c'est une aubaine. Des jeunes peu qualifiés, mis en concurrence dès le lycée, plus dociles, plus corvéables, plus faciles à presser. La sélection scolaire devient un outil de gestion de la main-d'œuvre.

Ensuite, Parcoursup est un formidable accélérateur du privé. Moins de places à l'université, des filières saturées, des milliers de jeunes laissés sans proposition satisfaisante : qui récupère ces étudiants ? Les écoles privées, souvent chères, parfois médiocres, mais toujours promptes à vendre des diplômes comme des marchandises. L'État organise la pénurie dans le public et laisse le marché prospérer.

Face à cela, les choix sont violents et profondément inégalitaires. Soit entrer sur le marché du travail sans diplôme, autrement dit partir au combat sans



armes. Soit s'inscrire dans le privé et payer pour celles et ceux qui le peuvent ; pour les autres contracter un prêt étudiant, commencer sa vie d'adulte avec une dette sur le dos. Voilà l'horizon que ce système impose à une partie de la jeunesse. Parcoursup n'est pas un dysfonctionnement. C'est un outil politique. Il trie, il oriente, il assigne. Il transforme l'éducation en marché et la jeunesse en variable d'ajustement budgétaire.

Nous refusons cette logique. L'accès à l'enseignement supérieur doit être un droit garanti par le baccalauréat. Cela suppose des investissements massifs, la fin de la sélection, et un véritable service public de l'orientation.

L'éducation n'est pas un coût. C'est un choix de société. Et aujourd'hui, ce choix se fait contre la jeunesse. ❖

Assan Lakehouli



Soutenons l'Avant-Garde
journal des jeunes communistes

dons à envoyer à Avant-Garde
2 place du Colonel Fabien 75019
chèque à l'ordre de l'association Paul Langevin

PCF SOUSCRIPTION (cliquez)

Cette contribution est essentielle au fonctionnement du PCF et à son intervention dans le débat politique traversé par une large et profonde colère sociale. C'est un enjeu démocratique majeur à l'heure où tout est mis en œuvre pour réduire le débat politique au face à face Macron-Le Pen.

Je verse : € Ma remise d'impôt sera de 66% de ce montant

NOM PRÉNOM

ADRESSE

CODE POSTAL VILLE

Chèque à l'ordre de « ANF PCF »
2 place du Colonel-Fabien 75167 Paris Cedex 19

Pourparlers d'Abu Dhabi : où est la France ?



Les pourparlers tripartites Russie-Ukraine-États-Unis qui ont eu lieu vendredi 23 et samedi 24 janvier sont les premiers contacts directs publics entre Russes et Ukrainiens depuis que les Occidentaux, en particulier les Britanniques, ont fait échouer les pourparlers d'Istanbul au printemps 2022. Plus d'un million de victimes entre temps ! Et une guerre qui sera bientôt plus longue que la Première Guerre mondiale.

Si les sujets de divergences sont connus (question territoriale, garanties de sécurité) et les effets directs incertains, ces pourparlers sont importants symboliquement. Elles ont aussi une importance politique qui réside à quatre niveaux, reflétant les intérêts de ceux qui se retrouvent sur la photo :

- L'obstination de l'UE et des États européens à surtout ne pas ouvrir de voie de résolution diplomatique au conflit laisse aux États-Unis le champ libre pour négocier à leurs profits et sur le dos des peuples européens : financement par l'Europe des armes américaines livrées à l'Ukraine et de l'intervention éventuelle de Washington sur une surveillance de la ligne de front ; appétits américains pour les terres rares ukrainiennes et prendre en main à leur profit la reconstruction de l'appareil énergétique ukrainien.

- Les Émirats arabes unis, qui figurent parmi les premiers États à avoir accepté de rejoindre le « Board of peace » de Trump qui veut démanteler l'ONU, se placent dans une position de prestataire de bons offices et consolident leur volonté d'apparaître comme les premiers relais de Washington dans la recomposition des rapports de force au Moyen-

Orient.

- Les autorités russes ont plusieurs fers au feu. Elles n'ont aucun intérêt à refuser frontalement la médiation étatsunienne, surtout qu'une partie non négligeable de la société russe soutient l'ouverture de négociations de cessez-le-feu, et que le capitalisme russe caresse l'espoir, certes faible, d'une levée partielle de certaines sanctions. Elles doivent résoudre une contradiction fondamentale entre les politiques (qui réaffirment urbi et orbi leur volonté de s'emparer du Donbass « par tous les moyens »)

et l'armée qui en est à ce jour incapable, avec pour toile de fond une économie qui tient globalement mais dont le taux de croissance diminue fortement (autour de 1 % en prévision pour 2026).

- Les autorités ukrainiennes font face à un effondrement énergétique du pays du fait des bombarde-



ments russes, à un contournement massif de la mobilisation, à une crise politique interne, sans pouvoir accepter de renoncer à des territoires chèrement défendus.

Il y a aussi des absents : la France et les États européens. On mesure ici l'ampleur de l'impasse stratégique de la politique des classes dirigeantes européennes qui mènent une politique doublement à contretemps. D'abord ils discutent dans le vide de l'envoi de troupes après un éventuel cessez-le-feu en sachant pertinemment qu'il s'agit d'une ligne rouge pour Moscou. Ensuite parce qu'il n'y aura aucune issue militaire à cette guerre, contrairement à ce qu'ils ont misé depuis quatre ans.

Cette situation est également le reflet des recompositions de l'impérialisme au niveau international. Le pouvoir américain cherche à contrôler certaines des ressources clés en terres rares et à mettre fin à un conflit afin d'essayer d'ouvrir une sorte de brèche entre Moscou et Pékin, tout en portant le fer en Arctique contre la Russie. Il est donc lui-même pris dans des contradictions importantes. Le capitalisme européen, qui s'est largement sabordé par une politique ultralibérale de désindustrialisation avec l'aide de l'UE, se retrouve isolé, désorienté et affaibli. Des puissances régionales, comme les Émirats arabes unis, s'affirment sur la scène internationale en affichant leur proximité avec Washington tout en étant jalouse de leur autonomie d'action et de prise de position. En jeu, derrière ce positionnement, figurent le contrôle des axes commerciaux et énergétiques qui parcourent la région.

Comme l'écrivaient dans leur communiqué qui a suivi la rencontre avec le président de la République le 8 janvier dernier Fabien Roussel, Stéphane Peu et Cécile Cukierman : « Nous ne faisons confiance ni au Président Poutine, ni au président Trump. Nous demandons que la France avec une coalition de pays de l'Union européenne, élargie aux pays dits du sud global appelant également à la fin du conflit, poussent à des négociations de paix et dia-

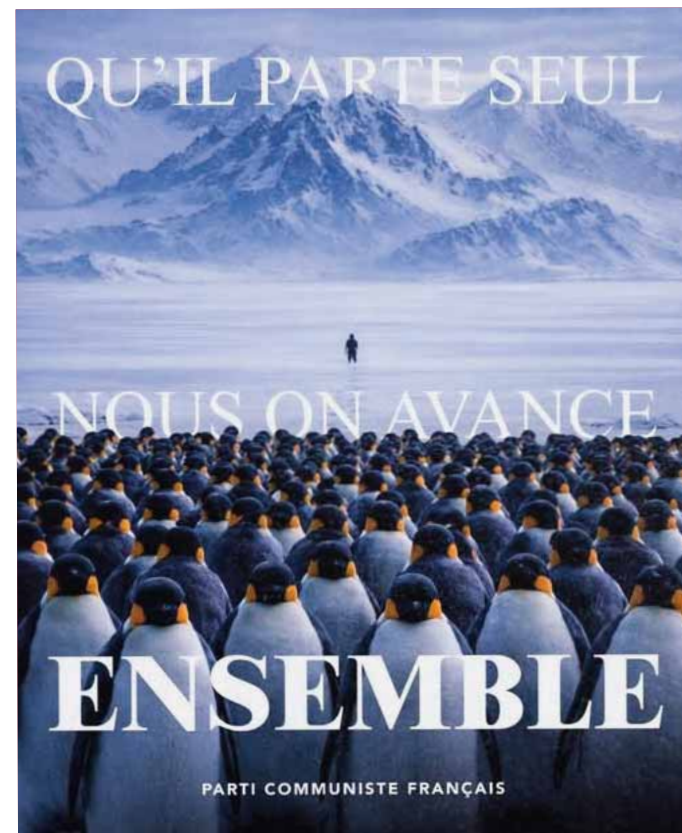
loquent avec les deux parties. Ne laissons pas les États Unis discuter seuls avec la Russie. Il appartient à la France, seul pays de l'Union européenne à disposer d'un siège au Conseil de sécurité des Nations unies de faire valoir cet impératif.

À l'heure de l'agression contre le Venezuela et des menaces contre le Groenland, la sécurité des peuples européens implique plus que jamais d'agir en toute indépendance des États-Unis d'Amérique et de l'OTAN et d'engager les discussions avec tous les pays d'Europe en vue de la construction d'un espace de sécurité collective et de paix de l'Atlantique à l'Oural. »

Cela impose une initiative pour le droit international, le multilatéralisme et la démocratie des organisations de gauche et communistes en Europe, sur des bases anti-impérialistes, afin d'instaurer un rapport de force au niveau du continent. Pour l'instant, force est de constater que la riposte de la gauche en Europe est inaudible. Or, comme Jean Jaurès le pointait dans son discours au congrès de Bâle pour la paix de 1912 : « Mais, finalement, cette responsabilité inouïe pèse sur l'Internationale tout entière, d'abord à cause de notre solidarité et ensuite parce que nous devons empêcher que le conflit s'étende, qu'il dégénère en incendie et que les flammes enveloppent tous les travailleurs d'Europe. Empêcher cela c'est le devoir de tous les travailleurs du monde entier. Il ne s'agit pas d'une question nationale, mais d'une question internationale. »

Il est donc de la responsabilité des forces de paix, de transformation sociale et démocratique, en Europe de prendre conscience de la gravité extrême des dynamiques européennes et mondiales en cours, et de concevoir les initiatives nécessaires pour défendre les intérêts des peuples, de la classe travailleuse. ☘

Vincent Boulet
responsable du secteur
international du PCF



Communistes

2, place du Colonel-Fabien - Paris 19^e
COMITÉ DE RÉDACTION: Igor Zamichiei
(directeur), Amado Lebaube,
Léna Mons, Kristina Nikolaishvili,
Rachel Ramadour.

RÉDACTION: Gérard Streiff / Mèl: communistes@pcf.fr

RELECTURE: Jacqueline Lamothe

MISE EN PAGES ET MISE EN LIGNE: Zouhair@NAKARA.info

(Tél.: 06 07 99 90 81)

Publication du PCF sous Creative Commons BY-NC-SA